



SUR LA PISTE DE BEN LADEN

Enquête sur la principale oeuvre de charité musulmane

ANDRÉ NOËL

LA PRINCIPALE oeuvre de charité musulmane au Canada, Human Concern International, fait l'objet d'une enquête à cause de liens présumés entre un ancien employé et des groupes terroristes, a confirmé hier la ministre de la Coopération internationale, Maria Minna, au cours d'un entretien.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI), un organisme fédéral qui tombe sous la responsabilité de la ministre, a « cessé de verser des subventions à cette oeuvre de charité en 1996, à la suite d'un rapport du Service canadien de renseignements de sécurité (SCRS) », a dit Mme Minna à *La Presse*.

M^e Marc Duguay, avocat pour Human Concern International, a précisé de son côté que HCI s'était adressé au comité de surveillance du SCRS pour démentir catégoriquement toute association avec des terroristes. « Aucune preuve formelle ou informelle ne nous a jamais été présentée, a dit l'avocat. L'ACDI n'a jamais fait de vérification. »

M^e Duguay craint maintenant

l'adoption d'un projet de loi, qui donnerait le droit au solliciteur général de retirer les permis de charité à des organisations comme HCI, qui est basé à Ottawa. Joint à Sainte-Foy, le représentant du groupe au Québec, Allan Siddiqui, a affirmé qu'il ignorait absolument tout des allégations.

« Je sais que cette oeuvre de charité recueille des fonds pour soutenir le développement dans des pays pauvres, mais je n'en sais pas plus, a dit M. Siddiqui, un citoyen canadien né au Pakistan. Je n'ai moi-même jamais participé à une collecte de fonds. »

En 1995, le directeur régional de HCI au Pakistan, Ahmad Saïd Khadr, aujourd'hui âgé de 53 ans, a été arrêté pour son rôle présumé dans un attentat à la bombe contre l'ambassade de l'Égypte à Islamabad (capitale du Pakistan), qui avait fait 17 morts. À l'époque, les autorités pakistanaises affirmaient qu'elles détenaient des preuves solides montrant les liens de Khadr avec des groupes islamistes terroristes.

Selon elles, Khadr, qui vivait à Peshawar, près de la frontière de l'Afghanistan, avait fait des dis-

cours extrémistes dans des mosquées au Canada. La police pakistanaise le soupçonnait d'avoir utilisé sa citoyenneté canadienne et sa fonction au sein de HCI comme un paravent pour aider des terroristes égyptiens. Khadr est né en Égypte et a la double nationalité canadienne et égyptienne.

Les autorités pakistanaises accusaient Khadr d'avoir financé l'attentat contre l'ambassade commis par Al Jihad, une organisation terroriste qui fait partie du Front islamique international fondé par Oussama ben Laden, principal suspect dans les derniers attentats au World Trade Center et au Pentagone.

« Le premier ministre Jean Chrétien était intervenu auprès du premier ministre pakistanais Benazir Bhutto, au cours d'une tournée en Asie, deux mois après l'arrestation de Khadr, qui n'a jamais été reconnu coupable », a rappelé hier M^e Duguay. M. Chrétien avait aussi rencontré sa femme, Maha El-sammah, et leurs six enfants. Khadr a été libéré le mois suivant et est revenu vivre à Toronto avec sa famille.

Il avait quitté le HCI, mais le

SCRS a continué à s'intéresser à lui et au HCI. L'agence de renseignements avait communiqué avec l'ACDI, qui a alors cessé de verser des subventions à l'oeuvre de charité. De 1980 à 1996, l'ACDI a donné 325 000 \$ à HCI. Ce dernier groupe a poursuivi l'ACDI en 1999 pour obtenir le retour des subventions, mais sans succès.

De nouvelles allégations ont surgi cet été, lors de l'arrestation du terroriste égyptien Mohamed Mahjoub à Toronto. Au cours d'interrogatoires, M. Mahjoub, accusé d'être un dirigeant terroriste islamiste, a admis qu'il connaissait Khadr et qu'il avait habité avec sa belle-famille après avoir déménagé au Canada.

Le mois dernier, Mahmoud Jaballah, un autre ressortissant égyptien, a été arrêté à Toronto pour sa participation présumée à Al Jihad, affirmait hier le *National Post*. Selon le quotidien, la preuve déposée par le gouvernement contre Jaballah mentionne le HCI et rapporte que Khadr « avait été accusé d'avoir utilisé cette agence d'aide pour transférer des fonds » destinés à payer les attentats.

Jaballah travaillait pour une autre organisation d'entraide au Pa-

kistan, le International Islamic Relief Organization. Sa femme a admis qu'elle était une amie de la belle-mère de Khadr et qu'elle lui avait rendu visite.

Selon les documents transmis par le ministère fédéral du Revenu à *La Presse*, hier, le HCI a d'abord été enregistré sous le nom de « Afghanistan Relief Fund Alberta Society » à Calgary, en 1980. Les responsables, Khalid A. Baasit, Abdulhamid Abdulrahim, Muhammad Syed, Tariq Amin et Randolph Maswell, indiquaient alors qu'ils voulaient venir en aide aux réfugiés afghans au Pakistan.

HCI détient un numéro de charité, qui permet aux donateurs de déduire leurs dons à HCI de leurs revenus imposables. Selon le dernier rapport financier, remis à Revenu Canada par Mumtaz Akhtar, président, et Ayesha Waheed, trésorier, l'organisation aurait recueilli 3,2 millions de dollars l'année dernière, et en aurait dépensé 2,8 millions à l'étranger.

Le rapport annuel précédent précise que ces fonds servent à financer des projets au Pakistan, au Liban, en Bosnie, en Tchétchénie et dans d'autres pays où se trouve une forte population musulmane.

Un virus informatique déguisé en message de paix

MARIE-ANDRÉE AMIOT

IL FALLAIT s'y attendre et les pirates informatiques n'ont pas perdu de temps. Moins de deux semaines après les attentats du 11 septembre, un nouveau ver informatique déguisé en bulletin de vote pour la paix a fait son apparition. Le ou les pirates qui l'ont concocté sollicitent les récipiendaires pour les inciter à ouvrir un courriel qui, une fois actif, détruit les fichiers et tente de supprimer les programmes antivirus installés sur l'ordinateur.

Le courriel intitulé « Peace Between America and Islam » contient un ver appelé *win32.voteA*. Le message semble venir d'un ami ou d'une relation d'affaires. Il invite les utilisateurs nord-américains à voter pour la paix entre les citoyens américains et l'Islam.

En ouvrant la pièce jointe intitulée *WTC.exe*, un programme s'active et tente de s'infiltrer dans l'ordinateur. Outre la destruction des fichiers, il peut installer un logiciel d'espionnage, un « Backdoor Trojan » qui fournit à des pirates un accès à l'ordinateur de la victime. Il peut aussi anéantir des applications, puis effacer des fichiers stockés sur le disque dur, selon des porte-parole de programmes antivirus.

« Les gens cliquent sur des pièces jointes en pensant qu'ils pourront s'exprimer au nom de la paix, indique Kevin Krempulec de Symantec. Cette méthode joue sur les émotions des gens. »

Selon M. Krempulec, ce virus n'a rien de très high-tech et est en fait assez standard. Il a reçu une cote 2 sur 5, cette dernière étant la plus virulente. Mais, il exploite les craintes exprimées par les gens depuis les attentats au World Trade Center et au Pentagone. « Les gens ont l'impression qu'ils doivent faire quelque chose et ce virus leur offre d'exprimer leur point de vue sur une guerre éventuelle. »

Comme plusieurs de ses cousins, ce virus s'envoie par courriel aux contacts inscrits sur les programmes Outlook de Microsoft.

Les ordinateurs touchés peuvent comporter les mentions « AmeRiCa... few days will show you what we can do !!! It's our turn » *ZaCkEr is so sorry for you* (sic) (« AmeRiCa... quelques jours prouveront ce que nous pouvons faire !!! C'est notre tour ». *ZaCkEr* est désolé pour vous ».)

Selon Jack Danahy de WatchGuard Technologies à Seattle, les éditeurs de logiciels antivirus ne connaissent pas l'origine du virus qui a infecté une centaine de sites Web.

DES
RÉNOVATIONS
ÉCLATANTES
À TROIS-RIVIÈRES

Métamorphose spectaculaire...

L'HÔTEL
LE PLUS LUXUEUX
DE LA RÉGION!

DES CHAMBRES SPLENDIDES

Vous serez charmé par la finesse du décor de nos chambres. Un véritable havre de détente.



GOUVERNEUR
HÔTEL

1-888-910-1111
www.gouverneur.com

975, rue Hart, Trois-Rivières • Tél. : 819-379-4550